



Département de la
Seine-Maritime

Le 14 Décembre 2015

Information n° 5

Le Maire
Daniel Fidelin



**Arrondissement du
HAVRE**

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **15 Décembre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **17 Novembre 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**,
Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**,
Emmanuel **DELINEAU**, Gérard **DELAHAYS**, Jean-Pierre **QUEMION**,
Philippe **KWIATKOWSKI**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**,
Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**,
Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Stéphanie **ONFROY**,
Alexandre **MORA**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**,
Pascal **DUMESNIL**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Aurélien **LECACHEUR**,
Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir :

Olivier LARDANS (Pouvoir à Virginie **LAMBERT**), Valérie LEDOUX
(Pouvoir à Gérard **DELAHAYS**), Nordine HASSINI (Pouvoir à Jérôme **DUBOST**).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité**.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 14 DECEMBRE 2015

INFORMATION : n° 5

7-3

OBJET : Information aux Conseillers Municipaux sur l'utilisation par Monsieur le Maire de la délégation de signature accordée par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales [il s'agit de l'emprunt en cours de négociation pour le budget annexe « Eco-quartier – Les Jardins de la Ville »]

RAPPORTEUR : Monsieur Daniel FIDELIN, Maire

Lors du Conseil Municipal du 14 Avril 2014, vous m'avez autorisé à utiliser des délégations de signature notamment en matière d'emprunts.

Aussi dans le cadre de cette délégation, j'ai l'honneur de vous informer que nous avons lancé une consultation pour un emprunt de 1 330 000 € afin de financer nos investissements et que la Caisse d'Epargne a été retenue. Le détail de ce prêt est décrit ci-après :

Montant du contrat de prêt :	1 330 000 €
Durée du contrat de prêt :	10 ans
Objet du contrat :	rachat de terrain à l'EPFN
Versement des fonds :	délai de 2 jours ouvrés à réception de la demande de déblocage des fonds
Mise à disposition des fonds :	au plus tard le 25 mars 2016
Taux d'intérêt annuel :	taux variable - index EURIBOR 3 mois + marge : 1.14 %
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
Echéances d'intérêts :	périodicité trimestrielle – payable à terme échu le 15 d'un mois
Base de calcul des intérêts :	sur la base de l'Euribor avant-veille ouvrée du décaissement (pour la 1 ^{ère} échéance) ou avant-veille ouvrée du début de la période d'intérêts concernée (pour les échéances suivantes) auquel s'ajoute la marge
	En tenant compte du nombre exact de jours de la période concernée rapporté à une année de 360 jours
Mode d'amortissement :	constant – différé d'amortissement du Capital de 4 ans
Remboursement anticipé :	autorisé à chaque date d'échéance, avec un préavis d'un mois et sans indemnité de réaménagement en cas de revente des parcelles et avec une indemnité de 3 % du capital restant dû en cas de refinancement extérieur
Frais de dossier :	1 000 €
Commission de montage :	néant

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus à intervenir avec la Caisse d'Epargne, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Le Conseil Municipal prend acte de cette information.

Le Maire,